REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE

UNIVERSITE OFFICIELLE DE BUKAVU

UOB

BP : 570 BUKAVU

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

EDUCATION FISCALE ET CONFORMITÉ AU PAIEMENT DES IMPÔTS ET TAXES DANS LES PME DE LA COMMUNE DE KADUTU

Travail de fin de cycle présenté en vue de l'obtention du Diplôme de graduat en Sciences Economique et de Gestion.

Par : **CIRHALWIRWA MUGISHO Thierry**

Encadré par **: Ass. AMPA NASIMA Richard**

ANNEE ACADEMIQUE: 2018-2019

I

EPIGRAPHE

Contribuables Congolais, en payant les impôts et les taxes, vous participez directement au développement, à la modernité et au bon fonctionnement de notre pays. De ce fait, vous avez l'obligation d'exiger des comptes à l'autorité politique en place, c'est la redevabilité sociale, un exercice démocratique normal dans un état de droit qui se veut démocratique comme le nôtre.

Radio Maendeleo

Alors il leurs dit : Rendez donc à César ce qui est à césar, et à Dieu ce qui est à Dieu.

Mathieu 22. 17-21

DEDICACE

A tous ces jeunes au monde entier qui malgré les antivaleurs ne se laissent pas manipuler et ne cessent de lutter pour la promotion du bien-être social.

RESUME

Cette étude détermine le niveau de l'éducation fiscale, de la conformité fiscale et le lien entre ces deux variables dans les PME de la commune de Kadutu. Les données de cette recherche ont été collectées auprès des propriétaires et/ou employer dans ces PME grâce à un questionnaire d'enquête. Ces données étant quantitatives nous ont permis de constituer notre base des données dans le logiciel Excel et les traitements de ces données dans le package SPSS. Les résultats de cette étude montrent que le niveau de l'éducation fiscale est moyen (3,24 soit 56 %) et celui de la conformité fiscale est aussi moyen (3,091 soit 52%) et qu'il y a un lien mais pas significative entre l'éducation fiscale et la conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu, les résultats indiquent aussi qu'il y a une relation entre ces deux variables et que donc si l'éducation fiscale augmente de niveau, le niveau de la conformité augmentera aussi mais cette augmentation ne sera pas significative ces même résultats indiquent que dans le contexte de Kadutu le niveau d'étude élevé, la fonction dans l'entreprise (gérant non propriétaire), l'ancienneté de l'entreprise, le nombre d'employés, le fait d'être enregistrer au RCCM influent positivement d'une manière ou d'une autre sur l'éducation fiscale et /ou la conformité fiscale. Ainsi donc, les impôts et les taxes étant important pour un État en vue de couvrir ses dépenses publiques, dans le contexte de la commune de Kadutu, pour hausser ces niveaux, l'Etat devra donc agir sur ces variables ayant une influence positive sur l'éducation fiscale et la conformité fiscale.

REMECIEMMENT

Nous exprimons notre gratitude et nos remerciements à Dieu qui nous a donné l'intelligence, la force, le courage et la volonté pour élaborer ce travail. Nombreux sont ceux qui nous ont prêté mains forte durant notre cursus et pendant l'élaboration cette œuvre. A tous nous disons merci et en particulier nous tenons à exprimer notre gratitude : A tous les Professeurs, Chefs des travaux et Assistants qui ont assuré notre formation à l'Université Officielle de Bukavu particulièrement au sein de la faculté des sciences économiques et de gestion ;

A notre encadreur, Ass. AMPA NASIMA Richard pour avoir accepté l'encadrement de ce travail et pour sa grande et constante disponibilité et ses conseils;

A nos parents KUSINZA CIRHALWIRWA Marcellin et ANNOCIATE M'BUHENDWA qui nous témoignent toute leur affection parentale et ne ménagent aucun effort pour continuer à nous soutenir dans nos études;

A nos oncles et tantes Donatien KUSINZA, Alexis KUSINZA, Damien KUSINZA, Dominique KUSINZA, Esperance KUSINZA, Nadine KUSINZA, Alice KUSINZA, Christelle MUHIGIRWA pour leur soutien et multiples conseils;

A nos frères et sœurs Sylvie CIRHALWIRWA, Lambert CIRHALWIRWA, Toussaint CIRHALWIRWA, Edwige CIRHALWIRWA, Daniella MURHULA, Darius MURHULA pour leurs prières et l'affections qu'ils continuent à nous témoigner;

Aux amis ; Ricardo NGALO, Anaclet MUGERANGABO ZA MUSAFIRI, Irismer KASAMIRA, Salomé NAWEZA, Jean Claude CISHWEKA, Eliel BAKENGA, Patient MIGABO, Vanessa CIREZI, ILUNGA Aimé, IRENGE Fabien, Ruffin KANYAMUKENGE, Philomène MOOSE KYALA, BINJA Landrine, M'MUSOLE Joëlle, Yves MIDESO, MUSHIGO Armand et MWAMBA Innocent pour leur assistance;

A tous les camarades et amis, qui de près ou de loin ont contribues à l'élaboration de ce travail.

CIRHALWIRWA MUGISHO Thierry

SIGLES ET ABREVIATIONS

CDB: Central business District

CONFISC : Conformité fiscale

EDFISC : Education fiscale

FC: Francs Congolais

ICTD : Centre International pour la fiscalité et le développement

IMF: Institution de micro finance

ME : Micro entreprise

OCDE : Organisation de coopération et de développement économique

PME: Petite et moyenne entreprise

RCCM : Registre de commerce et de crédit mobilier

RDC: République démocratique du Congo

SPSS: Statistical for the social sciences

TPE: Très petite entreprise

UOB: Université Officielle de Bukavu

USD: United States Dollars

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Présentation des PME de commune de Kadutu par branche d'activité

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon le Sexe

Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon l'état Civil

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon la fonction dans l'entreprise

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon le poste

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon la religion

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon le secteur d'activité

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon le RCCM

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon la fonction juridique

Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon qu'on est soit propriétaire ou soit dirigeant

Tableau 12 : Présentation des Ages ; anciennetés et nombre d'employé

Tableau 13 : Analyse du niveau de conformité fiscale

Tableau 14 : Analyse du niveau d'éducation fiscale

Tableau 15: Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le Sexe

Tableau 16 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon l'état Civil

Tableau 17 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le niveau d'étude

Tableau 18 : Niveau de conformité & éducation fiscale selon la fx dans l'entreprise

Tableau 19 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le Poste

Tableau 20: Niveau de conformité & éducation fiscale selon la religion

Tableau 20: Niveau de conformité & éducation fiscale selon la religion

Tableau 21: Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le secteur d'activité

Tableau 22: Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le RCCM

Tableau 23: Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon la fx juridique

Tableau 24: Niveau de conformité & éducation fiscale selon Propriétaire ou dirigeant

Tableau 25 : Résultats de Corrélation 1

Tableau 26 : Résultats de Corrélation 2

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. PROBLEMATIQUE

Généralement, personne n'aime payer les impôts et taxes, notamment parce que ceux-ci concernent les biens publics et qu'il existe des incitations à la gratuité. Ainsi, l'un des problèmes les plus épineux pour les gouvernements à travers le monde et plus particulièrement dans les économies en transition concerne l'incitation des contribuables au respect de leurs obligations fiscales (Jebo, 2014). D'où la notion de conformité fiscale. La conformité fiscale peut se définir comme étant la volonté d'un contribuable de se conformer aux règles fiscales de son pays, par exemple en déclarant un revenu, en produisant une déclaration et en payant tous les impôts dus dans un délai raisonnable (Gitaru, 2017).

Il existe des preuves que les problèmes de conformité fiscale se posent tant au niveau universel, continental que national (RDC). Au niveau mondial, le manque à gagner lié à la fraude et à l'évasion fiscale est considérable. Selon le rapport de l'OCDE, les pratiques d'évasion fiscale font perdre aux États entre 100 et 240 milliards de dollars de recettes par an (OCDE, 2015). Ce même rapport a trouvé que l'évasion fiscale des entreprises et des grandes fortunes coûterait environ 350 milliards de dollars de pertes fiscales par an aux Etats du monde entier. Par ailleurs, entre 21.000 et 32.000 milliards de dollars continueraient à être dissimulés dans les zones défiscalisées du globe.

L'Afrique n'est pas épargnée de cette situation. Selon les estimations, ce sont entre 40 et 80 milliards de dollars (34 et 68 milliards de dollars environ) de taxes qui échappent chaque année à l'Afrique (Gabriel, 2017). La République Démocratique du Congo quant à elle, enregistre chaque année une fraude fiscale et des détournements évalués à dix et quinze milliards de dollars américains, alors que son budget en 2018 qui était de 5 milliards de dollars américain, la part des recettes fiscales était évaluée à 44% un taux estimé faible (Journal officielde la RDC, 2018). Il est donc évident que l'Etat Congolais a encore d'énormes défis à relever pour assurer la conformité fiscale sur l'ensemble de son territoire national en occurrence la province du sud Kivu, la ville de Bukavu et la commune de Kadutu. L'éducation fiscale a un impact positif sur la conformité fiscale et cet impact est encore sous-estimé (Rita & Betty, 2018). De ce point de vue voyons que l'éducation des contribuables est une passerelle entre l'administration fiscale et les citoyens et un outil de transformation de la culture fiscale (OCDE, 2015).

L’éducation fiscale de base pour les contribuables est tout autant un appel urgent et une nécessité, cette tâche est tout aussi urgente que nécessaire pour les gouvernements qui prélèvent diverses impôts et taxes source majeure de revenus (Raess, 2007). Vu le fait qu’une population éclairée et connaissant bien l’impôt sera relativement moins opposée aux impôts. C’est dans ce cadre de reconnaissance et de mise en œuvre d’une stratégie cohérente et bien définie l’éducation fiscale planifiée et le programme d’études associé qui permettront de réaliser les véritables avantages envisagés entre autres la conformité fiscale (Mascagni & Santoro, 2018). L’OCDE cité par Ahmedour (2017) définie l'éducation des contribuables de manière générale comme comprenant les efforts visant à montrer comment payer des impôts et à expliquer pourquoi il faut payer des impôts, ainsi que le pouvoir des citoyens de participer à des discussions sur l'utilisation des recettes fiscales. Cette formation couvre diverses actions, notamment les programmes des autorités gouvernementales sur le revenu visant à améliorer le respect des obligations fiscales, les associations d’entreprises cherchant à défendre les intérêts de leurs membres sur les questions fiscales et les activités communes de la société visant à faire progresser la coopération au moyen de dialogues sur la collecte des impôts et redistribué**.** L'enseignement de la fiscalité doit se concentrer non seulement sur les informations, sur les revenus imposables, les sanctions, les déductions, les allègements et la morale mais il devrait également inclure une discussion sur l'utilisation des paiements d'impôts par l'administration (Ahmedour, 2017) **.** La connaissance fiscale peut contribuer à forger des attitudes envers la conformité et les citoyens ayant une éducation fiscale meilleure peuvent être plus encouragés à se conformer volontairement (Mascagni & Santoro, 2018). De son côté Azubike (2009) soutient que le manque d'information et d'éclaircissement des contribuables est un problème majeur, car ils ne sont pas suffisamment éduqués et éclairés sur les dispositions des diverses lois fiscales. Les questions relatives à l'observation fiscale sont aussi vieilles que les impôts eux-mêmes et demeureront un domaine de découverte tant que les impôts existeront.

Les petites et moyennes entreprises sont importantes pour leur contribution à l'emploi, à l'innovation, à la croissance économique et à la diversité (OCDE, 2015). Il est internationalement reconnu que les petites et moyennes entreprises jouent un rôle vital dans la croissance économique et la création d’emplois. Il est donc dans l'intérêt public et dans l'intérêt de tous les gouvernements de soutenir les PME car ils font face à plusieurs problèmes entre autres la connaissance de ses droits et obligations (Abrie & Doussy, 2006). Il a en outre été observé que les propriétaires de petites entreprises ont probablement plus de chances de ne pas se conformer que les contribuables employés ; ils ont un manque de connaissances

significatives en matière de fiscalité et ils sont plus susceptibles de faire face à des décisions qui rendent les impôts des pertes douloureuses (Kamleitner, 2012). Il est donc important d'améliorer l'éducation des dirigeants et propriétaires des PME car elle fournira les connaissances fiscales nécessaires leurs permettant d'avoir une perception positive et bonne attitudes à l'égard de leurs obligations fiscale (Gitaru, 2017).

La fiscalité dans les PME est une question qui a intéressé quelques auteurs (O'nkol 2006, Lwabimba 2008, Mwendelwa 2017). Ces auteurs soutiennent que l'éducation fiscale permet la maximisation des recettes publiques. Dans son travail Mwendelwa (2017) a trouvé que la RDC est toujours confrontée à la difficulté d'accès à la mobilisation des recettes publiques et estime que l'un de problèmes de la maximisation des recettes est le manque d'éducation fiscale et ignorance des textes de la plus part des contribuables. Pour sa part Lwabimba (2008) soutiens que la sensibilisation des contribuables s'avère importante pour la formalisation fiscale des entreprises et l'un des moyens pour y arriver est l'information et l'éducation fiscale. Parmi les causes de non-paiement des impôts en RDC, O'nkol (2006) soulève une mauvaise mentalité des contribuables se considérant comme la minorité qui supporte les dépenses au profit de la masse. Mais à notre connaissance dans le contexte de la RDC et particulièrement la ville de Bukavu, jusque-là aucun travail n'a apporté des preuves empiriques du lien entre l'éducation et la conformité fiscale.

Ainsi, cette étude qui sera menée sur « ***l'éducation fiscale et conformité au paiement des impôts et taxes dans les PME de la commune de Kadutu*** » se propose de répondre aux questions suivantes :

- Quel est le niveau d'éducation fiscale dans les PME de la commune de Kadutu ?
- Quel est le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu ?
- Existe-t-il un lien entre le niveau d'éducation fiscale et de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu?

0.2. HYPOTHESES

Nous émettons provisoirement les réponses suivantes en guise d'hypothèses :

- Le niveau d'éducation fiscale dans les PME de la commune de Kadutu serait faible
- Le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu serait faible
- Il existerait un lien positif entre le niveau d'éducation fiscale et le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu.

0.3. OBJECTIFS DU TRAVAIL

Les objectifs poursuivis par le présent travail consistent :

- Mesurer le niveau d'éducation fiscale dans les PME de la commune de Kadutu
- Mesurer le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu
- Analyser le lien entre le niveau d'éducation fiscale et de conformité fiscale dans les PME de la de la commune de Kadutu

0.4. CHOIX ET INTERET DU SUJET

Le problème de conformité fiscale des acteurs économiques quelle que soit la forme juridique de leurs entreprises, reste une préoccupation aussi bien à échelle internationale que nationale C'est ainsi que nous avons choisi ce sujet pour tenter de trouver une partie de solution face à ces fléaux qui étouffe le développement de la RDC, de la province du Sud Kivu et de la ville de Bukavu et de la commune de Kadutu en particulier. Plusieurs motivations nous ont conduits à jeter notre dévolu sur le présent sujet de travail. Ces motivations s'articulent autour de deux axes :

- Sur le plan théorique : Cette recherche va corriger les lacunes laissées par d'autres chercheurs, les compléter et apporter des nouvelles informations sur les questions fiscales. Plus précisément, dans la commune de Kadutu, cette étude servira de base à d'autres chercheurs qui doivent approfondir leurs recherches dans des domaines connexes de la fiscalité et servira de référence.
- Sur le plan pratique : Ce travail vient montrer l'importance et les avantages de l'éducation fiscale. Du fait qu'aucun Etat ne peut assurer son fonctionnement sans pour autant prélever les impôts et taxes ; pour les autorités compétentes dans la prise de décision, il permettra d'améliorer certaines pratiques en vue d'aboutir à la conformité fiscale et l'intégration de l'éducation fiscale dans leur politique de mobilisation des recettes publiques; pour les PME il fournira des informations nécessaires sur la maitrise de la réponse à la question fiscale et le bien fondé de remplir ses obligations fiscale dans un délai fixé par l'administration.

0.5. DELIMITATION DU TRAVAIL

Dans son contenu, ce travail se limite à opérationnaliser et mesurer les concepts « éducation fiscale » et « conformité fiscale » ainsi qu'à analyser leur lien. Spatialement, notre choix va porter sur les Petites et Moyennes Entreprises se trouvant dans la commune de Kadutu, ville

de Bukavu, province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo. Quant à l'aspect temporel de notre étude, elle est effectuée au courant de l'année 2019.

0.6. SUBDIVISION DU TRAVAIL

Mis à part l'introduction et la conclusion, le présent travail est constitué d'un premier chapitre qui porte sur la revue de la littérature, d'un second chapitre qui traite de la méthodologie et d'un dernier chapitre intitulé présentation et interprétation et discutions des résultats. Il s'étend sur la période couvrant l'année académique 2018 -2019.

CHAPITRE PREMIER : REVUE DE LA LITTERATURE

Ce chapitre s'articule sur trois grandes parties. La première partie concerne la définition des concepts, la deuxième partie porte sur le cadre théorique et la troisième partie parle de la revue empirique.

I.1. DEFINITION DES CONCEPTS

- **Conformité fiscale :** Il s'agit de la volonté d'un contribuable de se conformer aux règles fiscale de son pays, par exemple en déclarant un revenu, en produisant une déclaration et en payant tous les impôts dus dans un délai raisonnable (Gitaru, 2017). La conformité fiscale peut encore être définie comme étant le consentement des contribuables à se conformer aux lois fiscales afin d'obtenir l'équilibre économique d'un pays (Andreoni, Erard, & Feinsten, 1998). L'OCDE définie l'éducation des contribuables de manière générale comme comprenant les efforts visant à montrer comment payer des impôts et à expliquer pourquoi il faut payer des impôts, ainsi que le pouvoir des citoyens de participer à des discussions sur l'utilisation des recettes fiscales (Ahmedour 2017). En s'appuyant sur ces définitions nous considérons la conformité fiscale comme étant le paiement de toutes les taxes et tous les impôts en respectant les dispositions des lois, des règles et des jugements des tribunaux. les contribuables sont donc tenus de révéler toutes les informations pertinentes sur leurs revenus. Krichler (2007) a fourni une description des déterminants de la conformité fiscale, en les divisant en trois catégories: les déterminants économiques, les déterminants socio-psychologiques et les déterminants politiques.
    - **Education fiscale :** Concerne les programmes visant à renseigner les contribuables sur leurs droits fiscaux, leurs responsabilités et leurs exigences juridiques. Se réfère également à la méthode d'éducation des gens sur l'ensemble du processus d'imposition et sur les raisons pour lesquelles ils devraient payer des impôts (Gitaru, 2017). L'éducation des contribuables peut être décrite comme une formation des citoyens sur l'ensemble des processus fiscaux envers le gouvernement (Asknes, 2014).
    - **Les petites et moyennes entreprises :** La PME est définit selon différents contextes. Dans le cadre de la RDC, le décret-loi n°086 du 10 juillet 1998 portant régime fiscal applicable aux PME en matière d'impôt sur le revenu professionnel et d'impôt sur le chiffre d'affaire à l'intérieur tel que modifié et complété définit le PME comme étant toute entreprise quel que soit sa forme juridique qui emploie moins de 200 personnes et dont la valeur totale du bilan ne dépasse pas 448000000 FC (chiffre d'affaire donné

par l'arrêté n° 93) CAB MIN/ECO-FIN et BUD/2002 du 02 Juillet 2002 (Charte des PME, 2009).

Parmi les différentes catégories de PME nous distinguons :

La micro entreprise ou la très petite entreprise (TPE) répond aux critères et seuils suivants:

- effectif compris entre 1 et 5 employés ;

- chiffre d'affaires annuel hors taxe variant entre 1 (un) à 10.000 USD (dix mille dollars) ;

- valeur des investissements nécessaires mis en place pour les activités de l'entreprise inférieure ou égale à 10.000 USD (dix mille dollars) :

- mode de gestion concentré.

La Petite Entreprise répond aux critères et seuils suivants :

- effectif compris entre 6 et 50 employés ;

- chiffre d'affaires annuel hors taxes variant entre 10.001 à 50.000 USD ;

- valeur des investissements nécessaires mis en place pour les activités de l'entreprise variant entre 10.001 à 150.000 USD ; - mode de gestion concentré.

La Moyenne Entreprise (ME) répond aux caractéristiques et seuils suivants :

- effectif compris entre 51 et 200 employés ;

- chiffre d'affaires annuel hors taxes variant entre 50.001 à 400.000 USD ;

- investissement net variant entre 150.001 à 350.000 USD ;

- mode de gestion plus ou moins ouvert à la décentralisation.

I.2. CADRE THEORIQUE

I.2.1 Lien entre éducation et conformité fiscale

L'éducation fiscale est considérée comme l'une des variables pouvant influer sur le comportement en matière de conformité fiscale (Murphy, 2004). L'éducation fiscale a été considérée comme un moyen d'accroître la capacité des citoyens à comprendre les lois fiscales et à les rendre plus disposés à les suivre (Jeyapalan, 2003). Différents chercheurs ont étudié le lien entre l'éducation fiscale et le comportement en matière de conformité fiscale.

De sa part, Berhane (2011) a observé dans le contexte de l'Ethiopie que l'éducation fiscale améliore le comportement des citoyens en matière de fiscalité, car ils seraient au courant de leurs obligations et des sanctions encourues s'ils ne respectent pas les obligations fiscales. Au Japon, les autorités fiscales nationales ont dues promouvoir le respect volontaire des obligations au moyen des quatre piliers de la conformité fiscale, et l'un de ces piliers est l'éducation fiscale (NTA, 2016). D'autres rapports de la Banque mondiale ont également indiqué que l'éducation des contribuables constituait une bonne base pour la collecte des impôts en Tanzanie (Banque mondiale, 2007). Il a été observé que l'éducation fiscale améliore le comportement des contribuables en matière de fiscalité, à mesure qu'ils se rendent compte de leur responsabilité et des pénalités pour non-respect des lois fiscales (Berhane, 2011). En outre, l'éducation fiscale est considérée comme un instrument de conformité permettant aux citoyens de se familiariser avec les lois fiscales. Pour Ugwu (2014) informer les contribuables des lois fiscales est un élément essentiel de la création d'un cadre fiscal efficace. Nous pensons aussi qu'il est possible d'atteindre un niveau de conformité acceptable si les citoyens peuvent remplir efficacement une déclaration de revenus et payer le montant d'impôt approprié. Pour atteindre l'objectif de conformité, les citoyens doivent être éduqués (en particulier en matière fiscale). Selon Brand (1996), la collecte des impôts par le biais de la conformité volontaire coûte moins cher que par le recours à des mesures d'application. La conformité fiscale est un concept ambivalent à caractériser. Ugwu (2014) a déclaré que la compréhension des lois de l'impôt sur le revenu des particuliers est la chose la plus gênante pour les citoyens. À la lumière de cela, l'éducation de la jeune génération en matière fiscale est une méthode par laquelle les lois de l'impôt sur le revenu peuvent être simplifiées (Misra, 2004). Cette éducation permettra aux citoyens de se familiariser avec les lois fiscales, d'avoir une vision positive de la fiscalité et de respecter ainsi leurs obligations (Jeyapalan, 2003). L'éducation fiscale joue un rôle essentiel pour faire de la conformité fiscale un problème de moral en persuadant les citoyens que lorsqu'ils paient les impôts, ils se paient eux-mêmes (Likhovski, 2017). En raison de la prise de conscience de l'impact de l'éducation fiscale sur le comportement en matière de conformité, la fiscalité est actuellement un cours dispensé dans les écoles au Japon, et pas seulement au niveau collégial (NTA, 2016).

I.3. REVUE EMPIRIQUE

En évaluant l'effet de l'éducation des contribuables sur le respect des obligations fiscales au Kenya, le cas des PME de la CDB à Nairobi, Gitaru(2017) trouve qu'il existait un lien positif entre la sensibilisation des parties prenantes et l'éducation des contribuables pour calculer correctement le respect des obligations fiscales. Avec un coefficient de corrélation de 0,810. L'étude a recommandé qu'Il fût nécessaire d'améliorer le respect des obligations fiscales dans les PME, car elles sont inférieures à la moyenne et cela grâce à l'éducation de la fiscale. Pour que les PME améliorent leur conformité fiscale, les personnes impliquées dans leurs affaires fiscales (contribuables et agents du fisc) ont besoin de connaissances et de compétences pour interpréter les différentes lois et réglementations fiscales.

Dans son rapport d'étude menée dans 4 pays d'Afrique, les chercheurs de l'ICTD ont examiné les facteurs déterminant l'attitude des citoyens en matière de conformité fiscale au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et en Afrique du Sud. Trois constatations clés en sont ressorties : premièrement l'augmentation de la difficulté perçue d'échapper à l'impôt a une corrélation significative et positive avec la probabilité d'avoir une attitude conforme à l'impôt. Deuxièmement, et comme prévu, l'attitude de conformité fiscale est positivement corrélée à la fourniture de services publics dans les quatre pays. Cependant, le type de services publics qui importe diffère selon les pays : au Kenya, il s'agit de la fourniture d'électricité et de routes par le gouvernement, en Tanzanie et en Ouganda, de la fourniture de services de santé et d'éducation et en Afrique du Sud des forces de police. Les différents résultats dans ces quatre pays suggèrent que les dépenses gouvernementales peuvent motiver la conformité, et que les gouvernements peuvent augmenter la conformité en fournissant de manière plus efficace et accessible des biens que les citoyens exigent. Troisièmement, l'étude conclut que les connaissances fiscales et la prise en compte du système fiscal sont positivement corrélées à l'attitude de conformité fiscale (ICTD, 2016).

Andreoni, Erard, & Feinsten (1998), montrent que les problèmes liés au taxe est aussi vieux que le taxe lui-même, que départ et d'autres dans le monde, les gens veulent toujours trouver des moyens pour réduire leurs devoir à l'État. Ils disent que ce problème pourrait être causé soit par le problème de la finance publique, de la force de la loi, de l'éthique ou soit par la combinaison de ces derniers. Ils montrent que le taux d'évasion fiscale augmente lorsque le taux d'imposition augmente.

Frey & Feld (2002) Ont pour leur part appliqué la théorie de crowding out à l'évasion fiscale. L'idée est qu'une intervention externe peut être susceptible de détruire la motivation intrinsèque à payer des taxes dès lors qu'elle est perçue intrusive. Selon ces auteurs, l'intervention externe sous forme de récompenses, de règles et régulations ou de punitions auraient un effet négatif sur la motivation intrinsèque à payer ses taxes. Ainsi, davantage de contrôle pourrait selon les auteurs ne pas conduire nécessairement à moins de fraudes si la morale fiscale est évincée. De fait, une politique fiscale ne peut fonctionner que si elle évite d'endommager la morale fiscale.

Dans leur rapport, Mascagni & Santoro(2018) voulant savoir pourquoi l'éducation fiscale est-elle importante en Afrique, disent que les citoyens ayant une meilleure éducation fiscale sont capables de naviguer dans des systèmes fiscaux complexes et d'éviter le trop-payés en raison des exigences de déclaration complexes. Ils peuvent être plus encouragés à se conformer volontairement. Dans ce contexte, ils examinent l'état de l'éducation fiscale en Afrique qu'ils concluent faible.

Buce-Twun (2014) cherchant à déterminer l'étendue de la connaissance fiscale au Ghana et la conformité fiscale, Les résultats de son travail indiquent un taux de connaissance très faible de la taxe ; par conséquent, le taux de conformité est également très faible. Les répondants ont indiqué que le manque de connaissances était la principale raison du non-respect de la taxe. Il conclut en disant que le niveau de scolarité et le faible taux de détection étaient les autres principaux facteurs invoqués pour la non-conformité alors il propose une éducation surtout en matière fiscale pour lever le niveau de la conformité fiscale.

CHAPITRE DEUXIEME: METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce chapitre décrit comment la recherche sera menée et s'articule autour de quatre sections, dont la première parle de la population cible ainsi que de la détermination de l'échantillon, la deuxième traite de différentes techniques de collecte des données, la troisième traite des mesures des variables d'étude, la quatrième parle du traitement et analyse des données.

2.1. La population cible et détermination de l'échantillon

La présente recherche comporte comme champs d'étude les PME dans la ville Bukavu qui est notre population cible et s'intéresse prioritairement à savoir comment l'éducation fiscale influence la conformité fiscale. De ce qui précède, il en découle que notre unité d'enquête est une personne (propriétaire ou employé) de chaque unité d'analyse.

Tableau 1 : Présentation des PME de commune de Kadutu par branche d'activité

Branche d'activité	Effectif	Pourcentage	Echantillon
Commerce général	638	75.9	162
Transport	0		0
Communication	25	3	12
Hébergement et divertissement	118	14	66
Activités artisanales	59	7	24
Maisons de gardiennage	0	0	0
IMF et association avec volet micro finance	0		0
Total	840	100	264

Source : statistique de 2018 de l'office de promotion des petites et moyennes entreprises.

Par la table de Krejcie & Morgan (1970), avons trouvé l'échantillon 264 PME sur un effectif de 840 PME dans la commune de Kadutu.

2.2. Collecte des données

Le questionnaire d'enquête a été structuré selon les variables, avec des questions fermées et des items. Les données de notre recherche ont été recueillies auprès de nos unités d'enquête. Un questionnaire d'enquête a été délivré individuellement a chacun des enquêtés, après une explication préalable sur les modalités de remplissage, et du bien-fondé de l'enquête. Au total, 264 questionnaires ont étés distribués mais seulement 152 ont étés utilisés.

2.3. Mesure des variables d'étude

La variable dépendante est la conformité fiscale et la variable indépendante est l'éducation fiscale, ces variables seront mesurées grâce à l'échelle de Likert allant de 1 **(**Totalement en désaccord) à 5 **(**Totalement en d'accord) avec une séries d'items auxquels les contribuables seront appelés à donner leurs opinions et nos variables de contrôle sont: l'âge, le sexe, l'état civil, le niveau d'étude , la fonction dans l'entreprise, le poste occupé, l'ancienneté dans l'entreprise, la religion, le secteur d'activité, le fait pour une entreprise soit enregistrer RCCM ou non, l'ancienneté de l'entreprise, nombre d'employer, la forme juridique, le fait pour le propriétaire d'être lui-même dirigeant (Gérant) de l'entreprise.

2.4. Analyse et traitement des données

Les questionnaires remplis ont été édités pour des raisons de cohérence, 264 questionnaires ont été distribués mais nous avons seulement pris en compte 152 questionnaires qui étaient bien complétés et sans erreur. Les données générées ont été quantitatives et que nous avons utilisé dans le logiciel Excel pour la constitution de notre base des données nous permettant de produire des tableaux simples , croisés, et de corrélation, les moyennes et les scores afin de dégager le niveau de l'éducation, le niveau de la conformité et d'expliquer le lien entre les différentes données de nos recherches sur les contribuables et sur le respect des obligations fiscales dans les PME de la commune de Kadutu. Cela à l'aide de Package pour les sciences sociales (SPSS 20). Nous avons codés les données pour permettre le regroupement des réponses en catégories. Les statistiques descriptives telles que fréquences et les pourcentages seront adoptés pour résumer les données.

CHAPITRE TROISIEME : PRESENTATION, INTERPRETATION ET DISCUSSIONS DES RESULTATS

Ce chapitre aborde essentiellement 3 points : le premier fait l'analyse descriptive des propriétaires des PME et/ou leurs représentants, le second porte sur l'analyse du niveau d'éducation fiscale et de conformité fiscale et le 3e porte sur la discutions des résultats

3.1. Caractéristiques des enquêtés

Les caractéristiques des enquêtés se rapportent au sexe, à l'âge, au statut marital, à la religion, au niveau d'étude, à l'ancienneté de la PME, etc. Le tableau ci-dessous nous donne de plus amples informations sur les caractéristiques sociodémographiques des enquêtés.

Tableau 2 : Répartition des enquêtés selon le Sexe

Sexe	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Homme	110	72,4	72,8	72,8
Femme	41	27,0	27,2	100,0
Total	151	99,3	100,0	
Valeur manquante	1	0,7		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci haut présenté nous remarquons que 72 ,4 % de nos enquêtés sont des hommes et 27% sont des femmes. Ceci nous amène à conclure que les femmes ne sont pas très souvent créatrices et/ou employées dans des entreprises à Kadutu. Ce qui confirme les prédictions de (Placide, 2017) que les hommes sont plus représentés dans les entreprises que les femmes.

Tableau 3 : Répartition des enquêtés selon l'état Civil

Etat Civil	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Célibataire	62	40,8	41,1	41,1
Marié	87	57,2	57,6	98,7
Autres	2	1,3	1,3	100,0
Total	151	99,3	100,0	
Valeur manquante	1	0,7		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

Ce tableau montre que nos répondants ont été majoritairement mariés mais avec une faible différence avec le nombre des célibataires. Cela nous pousse à dire que dans les PME de Kadutu il y a une cohabitation entre les célibataires et les mariés.

Tableau 4 : Répartition des enquêtés selon le niveau d'étude

Niveau d'étude	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
D4	21	13,8	13,8	13,8
Diplôme	45	29,6	29,6	43,4
Grade	53	34,9	34,9	78,3
Licence	32	21,1	21,1	99,3
Master et plus	1	0,7	0,7	100,0
Total	152	100,0	100,0	

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci-dessus nous remarquons que la majorité de nos enquêtés ont un niveau post universitaire, de ce fait nous supposons qu'ils sont en mesure de comprendre le système fiscal dans lequel ils œuvrent. Cela prouve que les tenanciers des PME dans la commune de Kadutu sont majoritairement instruits.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés selon la fonction dans l'entreprise

Fonction	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Employé	71	46,7	47,3	47,3
Propriétaire	79	52,0	52,7	100,0
Total	150	98,7	100,0	
Valeur manquante	2	1,3		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau il ressort que notre enquête a pris en compte l'hétérogénéité des unités d'enquête sur le plan de la fonction exercée dans l'entreprise. En effet, elle a été effectuée sur un nombre presque égal entre les employés et les propriétaires des petites et moyennes entreprises dans la commune de Kadutu.

Tableau 6 : Répartition des enquêtés selon le poste

Poste	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Autres	36	23,7	48,0	48,0
Gérant	39	25,7	52,0	100,0
Total	75	49,3	100,0	
Valeur manquante	77	50,7		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau il ressort que presque la moitié de nos répondants, soit 50,7% personnes n'ont pas des postes fixes au sein des petites et moyennes entreprises dans la commune de Kadutu. Ces PME n'ont pas un organigramme qui spécifie les tâches précises que doivent remplir les employés en leur sein. De plus, les contrats de travail ne sont pas formalisés par écrit ; mais sont généralement implicites et verbales.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés selon la religion

Religion	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Catholique	89	58,6	59,3	59,3
Protestant	48	31,6	32,0	91,3
Autres	13	8,6	8,7	100,0
Total	150	98,7	100,0	
Valeur manquante	2	1,3		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

D'après ce tableau, nous pouvons constater en parlant de la religion que la majorité de nos répondants sont des Catholiques suivis des protestants en suite les autres religions. Sur ce nous disons que les Catholiques sont majoritairement détenteurs et/ou employés dans les entreprises à Kadutu.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Commerce général	101	66,4	68,2	68,2
Transport	2	1,3	1,4	69,6
Revente de crédit	32	21,1	21,6	91,2
Hébergement et divertissement	7	4,6	4,7	95,9
Activités artisanales	2	1,3	1,4	97,3
IMF et association avec volet micro finance	4	2,6	2,7	100,0
Total	148	97,4	100,0	
Valeur manquante	4	2,6		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

Comme repris par le tableau ci-haut, nous constatons que la commune de Kadutu compte beaucoup plus des PME dans le commerce général soit 66, 4 % que dans d'autres secteurs

d'activité. Le commerce général est suivi par le service de revente de crédit. La prédominance de ces deux secteurs d'activités sur les autres secteurs recensés ci-haut se justifie par le fait que les barrières à l'entré en terme de capital initial, facilité d'accès aux sources de financement, de contraintes légales, de formalités administratives, de savoir-faire particulier sont moindre pour le commerce général, ainsi que pour le service de revente de crédit. De plus, les économies africaines étant fortement dominées par le secteur informel (Phillipe, 2019). Ces deux secteurs sont un terreau facile pour le secteur informel que les autres secteurs. En effet, pour les secteurs comme le transport, les IMF, hébergement et divertissement, l'artisanat… les contraintes administratives sont plus ou moins strictes et parfois exorbitantes suite aux tracasseries des fonctionnaires de l'Etat que pour les deux secteurs prédominent sus évoqués.

Au-delà des barrières à l'entré, pour ces secteurs d'activités, les barrières à la sortie sont aussi faibles ; pas de perte en capital, pas de formalités de sortie.

Tableau 9 : Répartition des enquêtés selon le RCCM

RCCM	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Non	58	38,2	38,9	38,9
Oui	91	59,9	61,1	100,0
Total	149	98,0	100,0	
Système manquant	3	2,0		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau, il ressort que il y a des PME à Kadutu qui exercent leurs activités sans être enregistrées au RCC M et mais payent quand même les impôts et taxes étant dans l'informel. Taxer le secteur informel devrait alors améliorer l'efficacité du système fiscal (Gauthier, 2019).

Tableau 10 : Répartition des enquêtés selon la fonction juridique

Fonction juridique	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Individuelle	87	57,2	58,0	58,0
Familiale	47	30,9	31,3	89,3
Société	16	10,5	10,7	100,0
Total	150	98,7	100,0	
Valeur manquante	2	1,3		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci haut, constatons que 89,3 % des PME de Kadutu est constituée par les entreprises individuelles et familiales. L'entreprise est confondue à l'individu. Notons aussi que ces PME de la commune de Kadutu sont avant tout des refuges du chômage, des sources de survie que de cadre entrepris pour le développement des affaires et de l'accumulation de la richesse. Le faible taux des sociétés se justifie quant à lui par une faiblement rémunération du capital investie qui lui-même est souvent faible au point de ne pas permettre la rémunération d'un employé. Ajoutons à cela le manque d'une culture d'entreprise de la part des entrepreneurs de Kadutu qui ne leur permet pas de s'associer à d'autres pour former des sociétés.

Tableau 11 : Répartition des enquêtés selon qu'on est soit propriétaire ou dirigeant

Propriétaire dirigeant	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Non	54	35,5	36,2	36,2
Oui	95	62,5	63,8	100,0
Total	149	98,0	100,0	
Valeur manquante	3	2,0		
Total	152	100,0		

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau il ressort que la plupart des propriétaires des PME à Kadutu sont eux même dirigeants. Ce qui est logique ; car on sait que les PME de Kadutu sont constituées à 58 % des entreprises individuelles et 31,3 % des entreprises familiales. Ce qui montre qu'il n'y a pas une certaine décentralisation du pouvoir.

Tableau 12 : Présentation des Ages ; anciennetés et nombre d'employé

	N	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart type
Age	152	16	58	31,75	9,004
Ancienneté dans Entreprise	128	0	26	4,95	4,532
Ancienneté entreprise	148	0	30	6,55	5,015
Nombre d'employé	148	1	64	5,21	7,197
N valide	125				

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau nous constatons qu'il y a des travailleurs mineurs dans les PME à Kadutu bien qu'à une proportion faible. Cette tranche d'employé représente 0,7 % de nos enquêtés. Les écarts d'âge par rapport à la moyenne sont en de 9 ans. Ce qui montre que notre base de données est constituée des individus qui ne sont pas homogènes pour ce qui est de l'âge.

3.2. Analyse du niveau d'éducation fiscale

Ici nous allons déterminer le niveau de l'éducation et de la conformité fiscale à l'aide des moyennes de nos items et selon nos variables de contrôle.

Tableau 13 : Analyse du niveau de conformité fiscale

Items CONFISC	Moyenne	Ecart type	Moyenne en %
Nous déclarons régulièrement nos impôts	3,33	1,222	58,25
Nous payons toujours à temps tous nos impôts et taxes	3,35	1,069	58,75
Les agents du fisc n'ont pas besoin de nous courir après pour que nous payions nos impôts	3,19	1,021	54,75
Je crois que c'est une obligation morale de nous acquitter de nos impôts et taxes	4,06	0,908	76,5
Nous payons nos impôts de bon cœur	3,07	1,102	51,75
Nous n'avons jamais regretté d'avoir payé nos impôts et taxes	2,84	1,078	46
Il y a certains impôts et taxes que nous avons décidé de ne jamais payer*	2,85	1,178	46,25
CONFISC	3,2414	,56202	3, 2414
N valide (listwise)			

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci-haut, nous remarquons que à 58,25 % nos enquêtés affirment qu'ils déclarent régulièrement leurs impôts ; ils disent qu'ils paient toujours à temps tous leurs impôts à 58,75% ; à 54,75 nos enquêtés affirment qu'ils n'ont pas besoin que les agents du fisc leur court après pour qu'ils paient les impôts ; à 76,5% ils affirment qu'ils croient que c'est une obligation morale de s'acquitter de leurs impôts ; à 51,75% nos répondant affirment qu'ils paient les impôts de bon cœur ; à 46% ils affirment n'avoir jamais regretté d'avoir payé leurs impôts et taxes ; à 46,25% ils affirment qu'il y a certains impôts et taxes qu'ils ont décidé de ne jamais payer. Somme toute, le niveau de conformité fiscale a un score de 3, 2414 soit 56%. Ce niveau ainsi dégagé après l'enquête étant moyen, nous constatons qu'il diffère de nos hypothèses par lesquelles nous avons estimé que le niveau de conformité fiscale était faible dans les PME de la commune de Kadutu.

Tableau 14 : Analyse du niveau d'éducation fiscale

Items EDFISC	Moyenne	Ecart type	Moyenne en %
Nous savons très bien pourquoi nous devons nous acquitter de nos obligations fiscales	3,30	1,015	57,5
Nous sommes à mesure de calculer le montant de nos impôts nous-mêmes	3,10	1,082	52,5
Nous sommes à mesure déclarer nos impôts sans l'aide d'une tierce personne	3,29	1,025	57,25
Nous connaissons très bien toutes nos obligations fiscales	3,20	0,952	55
Nous pouvons conseiller d'autres personnes en matière fiscale	3,25	1,058	56,25
Nous participons souvent à différents programmes d'éducation en matière fiscale	2,62	1,199	40,5
Nous investissons un peu de notre temps dans la compréhension des lois fiscales	2,89	1,146	47,25
EDFISC	3,0914	,68897	52,25
N valide (listwise)			

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci-haut, nous remarquons nos enquêtés affirment à 57,5 % qu'ils savent très bien pourquoi ils doivent s'acquitter de leurs obligations fiscales ; à 52,5 % nos enquêtés affirment qu'ils sont en mesure de calculer le montant des impôts eux-mêmes ; ils affirment à 57,25 % qu'ils sont en mesure de déclarer leurs impôts sans l'aide d'une tierce personne ; à 55% ils affirment qu'ils connaissent très bien toutes leurs obligations fiscales ; à 56,25 % ils affirment qu'ils peuvent conseiller d'autres personnes en matière fiscale ; à 40,5 % ils affirment qu'ils participent souvent à différents programmes d'éducation en matière fiscale ; à 47,25% ils affirment qu'ils investissement un peu de leur temps dans la compréhension des lois fiscales. Somme toute, le niveau de l'éducation fiscale a un score de 3,091 soit 52,25 %. Ce niveau

ainsi dégagé après l'enquête étant moyen, nous constatons qu'il diffère de nos hypothèses par lesquelles nous avons estimé que le niveau d'éducation fiscale était faible dans les PME de la commune de Kadutu.

Tableau 15 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le Sexe

Sexe		Conformité fiscale	Education fiscale
Homme	Moyenne	3,2364	3,1177
	Ecart-type	0,58324	0,64056
Femme	Moyenne	3,2712	3,0372
	Ecart-type	0,50319	0,81110
Total	Moyenne	3,2458	3,0958
	Ecart-type	0,56121	0,68912

Source : notre base de données SPSS

Dans ce tableau, remarquons que le niveau de l'éducation et celui de la conformité fiscale sont moyennement observés chez les hommes tout comme chez les femmes dans les petites et moyennes entreprises de la commune de Kadutu. Ces moyennes indiquent que les hommes sont plus éduqués en matières fiscale mais les femmes sont plus conforment qu'eux. Cela peut être expliqué par le fait que les hommes résistent beaucoup plus aux pressions fiscales que les femmes.

Tableau 16 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon l'état Civil

Etat Civil		Conformité fiscale	Education fiscale
Célibataire	Moyenne	3,2650	3,1045
	Ecart-type	0,58121	0,73011
Marié	Moyenne	3,2247	3,0788
	Ecart-type	0,54285	0,66106
Autres	Moyenne	3,5714	3,5714
	Ecart-type	1,01015	0,80812
Total	Moyenne	3,2458	3,0958
	Ecart-type	0,56121	0,68912

Source : notre base de données SPSS

Dans ce tableau nous remarquons que n'il y a une différence entre les moyennes mais pas significative et qui prouve que les mariés sont éduqués en matières fiscale et se conforment à leurs obligations fiscale plus que les célibataires. Cela peut être expliqué par le fait que les mariés avec les charges familiales qu'ils couvrent peut être grâce aux activités dans leurs PME, ils veulent à tout prix resté en bon terme avec l'Etat en voulant être informés et en se

conformant car une fois dans les mésententes envers l'Etat cela peut toujours avoir une répercussion sur leurs familles, contrairement avec les célibataire dans plusieurs cas n'ayant pas des charges familiales.

Tableau 17 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le niveau d'étude

Niveau d'étude		Conformité fiscale	Education fiscale
D4	Moyenne	3,1088	2,8844
	Ecart-type	0,47360	0,57786
Diplôme	Moyenne	3,2063	2,9651
	Ecart-type	0,57673	0,72470
Grade	Moyenne	3,2588	3,1739
	Ecart-type	0,54258	0,67301
Licence	Moyenne	3,3207	3,2491
	Ecart-type	0,61727	0,69964
Master et plus	Moyenne	4,1429	3,7143
	Ecart-type	.	.
Total	Moyenne	3,2414	3,0914
	Ecart-type	0,56202	0,68897

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau nous trouvons que le niveau de l'éducation fiscale et celui de la conformité fiscale augmentent au fur et à mesure que le niveau d'étude augmente. Ici nous remarquons que les répondants ayant un niveau d'étude élevé sont ceux qui sont beaucoup plus éduqués et conforment en matières fiscales et ceux ayant un niveau d'étude faible sont les moins éduqués et les moins conforment. Le niveau de l'éducation fiscale et celui de la conformité fiscale augmente au fur et à mesure que le niveau d'étude augmente. Le niveau d'étude élevé est donc à promouvoir.

Tableau 18 : Niveau de conformité & éducation fiscale selon la fx dans l'entreprise

Fx dans l'entreprise		Conformité fiscale	Education fiscale
Employé	Moyenne	3,2535	3,0758
	Ecart-type	0,58713	0,75617
Propriétaire	Moyenne	3,2221	3,1187
	Ecart-type	0,54231	0,61011
Total	Moyenne	3,2370	3,0984
	Ecart-type	0,56228	0,68114

Source : notre base de données SPSS

En lisant les éléments dans ce tableau, remarquons que le niveau de conformité chez les employés sont presque les mêmes mais quant à ce qui est de l'éducation, les propriétaires sont

beaucoup plus éduqués en matière fiscale que leurs employés. Disons donc que la question fiscale serait mieux traitée par les propriétaires des PME que par les employés.

Tableau 19 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le Poste

Poste		Conformité fiscale	Education fiscale
Autres	Moyenne	3,0794	3,1183
	Ecart-type	0,57898	0,73090
Gérant	Moyenne	3,2029	3,1087
	Ecart-type	0,54828	0,77856
Total	Moyenne	3,4476	3,1133
	Ecart-type	,58258	0,75097

Source : notre base de données SPSS

Du tableau ci-dessus nous voyons que en étant gérant ou en occupant un autre poste dans les PME à Kadutu, n'a pas une perception différente de l'éducation fiscale mais ici nous voyons que les gérants se conforment beaucoup plus que les autres employer dans les PME à Kadutu, et donc il est beaucoup plus mieux que la question fiscale soit traitée par les gérants que par d'autres employés.

Tableau 20 : Niveau de conformité & éducation fiscale selon la religion

Religion		Conformité fiscale	Education fiscale
Catholique	Moyenne	3,2199	3,1032
	Ecart-type	0,54187	0,69736
Protestant	Moyenne	3,2644	3,1131
	Ecart-type	0,56632	0,71517
Autres	Moyenne	3,2637	2,8242
	Ecart-type	0,73505	0,47076
Total	Moyenne	3,2379	3,0822
	Ecart-type	0,56442	0,68759

Source : notre base de données SPSS

Les éléments du tableau ci haut montrent que la conformité fiscale reste moyenne en étant de n'importe quelle religion mais quant à l'éducation fiscale, les catholiques et les protestants sont moyennement éduqués par rapports à d'autres religions dont le niveau est faible. Donc la religion catholique et protestante participe à l'éducation fiscale.

Tableau 21 : Niveau de conformité & éducation fiscale selon le secteur d'activité

Secteur d'activité		Conformité fiscale	Education fiscale
Commerce général	Moyenne	3,2631	2,9719
	Ecart-type	0,56378	0,63982
Transport	Moyenne	3,6310	3,1667
	Ecart-type	0,28621	1,17851
Revente de crédit	Moyenne	3,0938	3,4688
	Ecart-type	0,49965	0,65136
Hébergement et divertissement	Moyenne	3,1429	2,5510
	Ecart-type	0,62814	0,30224
Activités artisanales	Moyenne	3,9286	3,5000
	Ecart-type	0,30305	1,31320
IMF et association avec volet micro finance	Moyenne	3,2500	3,8500
	Ecart-type	0,62133	0,76144
Total	Moyenne	3,2344	3,0930
	Ecart-type	0,55499	0,69095

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau il ressort que dans tous les secteurs d'activité, la conformité fiscale est moyenne mais nous observons que les gens œuvrant dans le secteur des activités artisanales sont les plus conforment suivi du secteur de transport. Mais quant à l'éducation fiscale, le niveau est faible dans certains secteurs et très faible dans d'autres. Cela prouve que certains contribuables dans la commune de Kadutu s'acquittent de leurs obligations fiscales sans pour autant savoir et/ou comprendre pourquoi ils le font.

Tableau 22 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon le RCCM

RCCM		Conformité fiscale	Education fiscale
Non	Moyenne	3,0296	3,0177
	Ecart-type	0,55796	0,72972
Oui	Moyenne	3,3655	3,1331
	Ecart-type	0,53310	0,67087
Total	Moyenne	3,2347	3,0882
	Ecart-type	0,56545	0,69424

Source : notre base de données SPSS

Comme repris dans le tableau ci haut nous trouvons que dans la commune de Kadutu, le fait d'être enregistrer au RCCM fait en sorte que les contribuables aient une éducation et se conforment plus que ceux-là qui ne sont pas enregistrer. Il est donc impérieux que l'Etat en

voulant améliorer l'éducation et la conformité fiscale incite l'abandon du secteur informel et favorise l'enregistrement au RCCM.

Tableau 23 : Niveau de conformité fiscale & éducation fiscale selon la fx juridique

Fx juridique		Conformité fiscale	Education fiscale
Individuelle	Moyenne	3,2526	3,0003
	Ecart-type	0,56517	0,64254
Familiale	Moyenne	3,1702	3,2371
	Ecart-type	0,60068	0,75550
Société	Moyenne	3,4107	3,1708
	Ecart-type	0,41690	0,71689
Total	Moyenne	3,2437	3,0927
	Ecart-type	0,56391	0,69172

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau il ressort que pour toutes les fonctions juridiques dans la commune de Kadutu le niveau de la conformité et celui de l'éducation sont moyens. Ici remarquons que les entreprises individuelles et les sociétés sont les plus éduqués en matières fiscale par rapport aux entreprises familiales mais quand à ce qui est de conformité fiscale, les entreprises familiales sont beaucoup plus conforment que ce deux autres. Disons donc que le niveau d'éducation fiscale n'est pas proportionnel à celui de la conformité fiscale.

Tableau 24 : Niveau de conformité & éducation fiscale selon Propriétaire ou dirigeant

Propriétaire dirigeant		Conformité fiscale	Education fiscale
Non	Moyenne	3,3889	3,0369
	Ecart-type	0,57171	0,75108
Oui	Moyenne	3,1561	3,1268
	Ecart-type	0,54945	0,65398
Total	Moyenne	3,2405	3,0942
	Ecart-type	0,56692	0,68959

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau remarquons que dans le PME à Kadutu, le dirigeant étant propriétaire ou non de l'entreprise il y a même perception quant à ce qui est de l'éducation fiscale contrairement à la conformité fiscale que nous constatons supérieur chez les propriétaires dirigeants. Dans les PME à Kadutu il est donc à soutenir que les propriétaires soient eux-mêmes dirigeant si c'est dans le sens de la conformité fiscale.

Tableau 25 : Résultats de Corrélation 1

		CONFISC	EDFISC
CONFISC	Corrélation de Pearson	1	0,107
	Sig. (bilatérale)		0,189
EDFISC	Corrélation de Pearson	0,107	1
	Sig. (bilatérale)	0,189	

Source : notre base de données SPSS
*. La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).

**. La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).

Les résultats de la corrélation indiquent qu'il y a un lien positif (r=0,107) mais pas significatif ($p > 0,05$) entre l'éducation fiscale et la conformité fiscale. Cela veut dire que lorsque le niveau de l'éducation fiscale augmente, la conformité fiscale aussi augmente mais cette augmentation n'est pas significative.

Tableau 26 : Résultats de Corrélation 2

	CONFISC	EDFISC
CONFISC	1	
EDFISC	0,107	1
Age	0,022	-0,022
Sexe	0,028	-0,052
Etat Civil	-0,012	0,008
Niveau d'étude	0,137	0,202*
Fx dans l'entreprise	-0,028	0,032
Poste	0,279*	-0,006
Ancienneté dans Entreprise	0,001	0,266**
RCCM	0,291**	0,081
Ancienneté entreprise	0,063	0,216**
Nombre d'employé	0,178*	0,076
Propriétaire dirigeant	-0,198*	0,063
*. La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).		
**. La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).		

Source : notre base de données SPSS

De ce tableau, remarquons que le niveau d'étude, Ancienneté de la personne chargée des questions fiscale dans l'entreprise et l'ancienneté de l'entreprise elle-même influencent positivement l'éducation fiscale. Dans des lignes précédentes nous avons trouvé que au fur et à mesure le niveau augmente, l'éducation fiscale aussi augmente quant à l'ancienneté, nous pouvons dire que plus l'entreprise ou la personne navigue dans un système fiscal, plus il le comprend et obtient des informations nécessaires concernant son fonctionnement. La conformité fiscale quant à elle, est influencée positivement par le poste qu'occupe la personne chargée des questions fiscales et avons trouvé que c'est sont plus les gérants de ces entreprises ; du fait que l'entreprise soit enregistrer au RCCM, ce qui explique la conformité du système formelle qui est connu et contrôler par l'administration fiscale ; le nombre d'employé car nous supposons qu'une entreprises pour employer un grand nombre des travailleurs doit remplir certaines conditions qu'exige l'Etat et cela fait à ce qu'il ait la mainmise de l'administration fiscale à cette entreprise. Mais voyons que le fait d'être propriétaire et en même temps dirigeant (gérant) de son entreprise, a un impact négatif sur la conformité fiscale alors que nous avons trouvé que dans les PME à Kadutu, les gérants non propriétaires sont les plus conforment, mieux est donc pour l'Etat d'encourager que dans ces entreprises les propriétaires ne soient pas eux même les dirigeants.

3.2. DISCUTION DES RESULTATS

A notre connaissance dans le contexte de la RDC et particulièrement la commune de Kadutu, jusque-là aucun travail n'a apporté des preuves empiriques du lien entre l'éducation et la conformité fiscale. Cette étude a trouvé que l'éducation fiscale est un déterminant de la conformité fiscale dans les PME à Kadutu et qu'il est donc impérieux que l'Etat procède avec celle-ci en vue de hausser le niveau de conformité.

Toutes fois en confrontant nos résultats aux résultats des travaux ayant portés sur les questions fiscales dans les PME, les auteurs comme O'nkol (2006), Lwabimba (2008), Mwendelwa (2017) ont trouvé que l'un des problèmes dans la mobilisation des recettes fiscales est l'éducation fiscale qu'ils jugent nécessaire pour la maximisation de ces dernières. Mwendelwa (2017) a trouvé que la RDC est toujours confrontée à la difficulté d'accès à la mobilisation des recettes publiques et estime que l'un de problèmes de la maximisation des recettes est le manque d'éducation fiscale et ignorance des textes de la plus part des contribuables, pour sa part (Lwabimba, 2008) soutiens que la sensibilisation des contribuables

s’avère importante pour la formalisation fiscale des entreprises et l’un des moyens pour y arriver est l’information et l’éducation fiscale.

Gitaru (2017) en évaluant l’effet de l’éducation des contribuables sur le respect des obligations fiscales au Kenya, le cas des PME de la CDB à Nairobi trouve qu'il existait un lien positif entre la sensibilisation des parties prenantes et l'éducation des contribuables pour calculer correctement le respect des obligations fiscales. L’étude a recommandé qu’Il fût nécessaire d'améliorer le respect des obligations fiscales dans les PME, car elles sont inférieures à la moyenne. Pour que les PME améliorent leur conformité fiscale, les personnes impliquées dans leurs affaires fiscales ont besoin de connaissances et de compétences pour interpréter les différentes lois et réglementations fiscales.

Buce-Twun (2014) a trouvé au Ghana que le taux de connaissance de la taxe est très faible; par conséquent, le taux de conformité est également très faible. Il trouve qu’il y a une relation significative entre l’éducation fiscale et la conformité fiscale et propose que l’administration fiscale mette l’accent sur l’éducation fiscale aux contribuables en vue de voir augmenter le niveau de la conformité fiscale.

CONCLUSION

Ce travail a porté sur ***l'éducation et la conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu***. Les objectifs de ce travail étaient de déterminer le niveau de l'éducation fiscale, le niveau de conformité fiscale et d'analyser le lien entre ces deux variables. Ainsi donc dans ce travail les questions suivantes nous ont servi de guide : Quel est le niveau d'éducation fiscale dans les PME de la commune de Kadutu ? Quel est le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu ?

En guise de réponses provisoires à ces questions nous avons émis les hypothèses suivantes : que le niveau d'éducation fiscale dans les PME de la commune de Kadutu serait faible ; que le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu serait aussi faible ; il existerait un lien positif entre le niveau d'éducation fiscale et le niveau de conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu.

A l'aide de la technique d'enquête effectuée auprès de 152 propriétaires et ou employés de PME de la commune de Kadutu, nous sommes arrivé aux résultats suivants :

Il est sorti de ce travail que le niveau de conformité fiscale a un score de 3,2414 soit 56%. Ce niveau ainsi dégagé après l'enquête étant moyen, nous constatons qu'il diffère de nos hypothèses par lesquelles nous avons estimé que le niveau de conformité fiscale était faible dans les PME de la commune de Kadutu. Pour l'éducation fiscale il est ressorti que le niveau de conformité fiscale a un score de 3,091 soit 52,25 %. Ce niveau ainsi dégagé après l'enquête étant moyen, nous constatons qu'il diffère de nos hypothèses par lesquelles nous avons estimé que le niveau d'éducation fiscale était faible dans les PME de la commune de Kadutu. Les analyses de la corrélation indiquent qu'il y a un lien mais pas significative entre l'éducation fiscale et la conformité fiscale dans les PME de la commune de Kadutu. Le degré de liaison linéaire entre la conformité fiscale et l'éducation fiscale est de 0,107 ; et donc la relation entre ces deux variables est proportionnelle c'est à dire que plus l'éducation augmente plus la conformité aussi augmente mais pas significativement. Ces même résultats indiquent que dans le contexte de Kadutu le niveau d'étude élevé, la fonction dans l'entreprise (gérant non propriétaire), l'ancienneté de l'entreprise, le nombre d'employés, le fait d'être enregistrer au RCCM influent positivement d'une manière ou d'une autre sur l'éducation fiscale et /ou la conformité fiscale.

Les statistiques descriptives ont montré que 72,8 % de nos enquêtés sont des hommes et 27,2% sont des femmes. Ce qui explique un faible taux des femmes dans la commune de

Kadutu. En suite 41,1% sont de célibataires et mariées soit 57,6 % et les autres représentent 1,3 %. Nous avons trouvé que 13,8 % ont un niveau de D4; 29,6% ont un niveau de diplôme ; 34,9% avec un niveau de grade ; 21,1% ont un niveau de licence et 0,7% avec un niveau de master et plus. 52,7% sont des propriétaires contre 47,3% des employés ; 52% sont des gérants et 48% occupent d'autres postes.

Nous avons trouvé aussi que 59,8% de nos répondants sont de la religion catholique, 32% Sont des protestants et 8,7% sont des autres religions. 68,2% de nos enquêtés sont dans le commerce général ; 1,4% dans le transport; 21,6% dans la revente de crédit ; 4,7% dans l'hébergement et divertissement ; 1,4% dans les activités artisanales et 2,7 dans les IMF et association avec volet le micro finance; 61,1% des entreprises sont enregistrer au RCCM contre 38,9% qui ne sont pas enregistrer. 58% des entreprises sont individuelles, 31,3% sont des entreprises familiales et 10,7% sont des sociétés.

En termes de recommandation ; à l'administration fiscale de pouvoir mettre en place les éléments nécessaires permettant aux contribuables de bien maitriser leurs droits et obligations fiscale entre autres des campagnes de sensibilisation, des brochures, des ateliers de formation,…en vue de hausser le niveau d'éducation fiscale, de tenir compte aussi du fait que l'entreprise soit enregistrer au RCCM, le niveau d'étude élevé pour les contribuables, l'ancienneté de l'entreprise, le nombre des employés qui d'une manière ou d'une autre influent sur l'éducation fiscale et /ou la conformité fiscale dans l'entreprise. Aux contribuables de manifester la volonté d'être informés sur leurs droit et obligations en les réclamant et en les accomplissant selon la loi.

Pour ce qui est des limites, ce travail a tenu seulement compte de 152 PME la commune de Kadutu et n'a pas pu traiter toutes les analyses économiques; ainsi nous recommandons aux futurs travaux similaires d'élargir les tailles des échantillons afin de trouver des résultats beaucoup plus fiables et pouvant être généralisés.

Références

Abrie, & Doussy, E. (2006). Tax compliance obstacles encoutered by small and medium entreprises. *?editari Accountancy research*, 1-6.

Ahmedour, Z. (2017). *The relationship between tax education and tax compliace.* Mogadiscio.

Andreoni, Erard, & Feinsten. (1998). Tax compliance. *journal of economic litterature*, 46.52-67.

Asknes. (2014). Tax compliance, Enforcement and tax payer education. 30-31.

Azubike. (2009). *Challenges of Tax Authorities, Tax Payers in the Management of Reform Process.* NIGERIA: Azubike, J.U.B. (2009) 'Challenges of Tax Authorities, Tax Payers in the Management of Reform Process.' The Nigerian Accountants. Vol. 1, pp. 323 Ban338.

Bambi, L. (2011). Les évasions fiscales.Retrieved from www.radiookapi.cd.

Banque mondiale. (2007). *tax in Africa.* Washington: BM.

Becker, G. (1968). Crime and punishment. *Journal of political Economy*, 169-217.

Beltrame, & Mehl. (1972). *Science et techniques fiscales.* PUF. Paris.

Berhane, Z. (2011). The influence of tax education onn tax compliance attitude. 67.

Buce-Twun, E. (2014). Gift tax cmpliance in Ghana, an empirical study. *Journal of finance and acounting*, 1-7.

Drezet, V. (2014). *Le pouvoir et les impot*, 35-45.

Frey, & Feld. (2002). Deterrence and moral in taxation. *CESifo Working*, 760.

Gabriel, K. (2017).

Gauthier, J. (2019). Taxation optimale de la consommation et biens informels. *Revue économique*, 559.

Gitaru, K. (2017). the effect of taxpayer in kenya.

Harris, J., & Todaro, M. (1970). Migration, unemployement and development : a two-sector analysis. *American economic review*, p. 126-147.

ICTD. (2016). What have we learned about tax compliance in Africa? . *Summary brief 5*, 3-4.

Jebo. (2014). Tax problems in countries. *Journal of economic Behaviour*, 45.

Jeyapalan, K. (2003). the influence of tax education on tax compliance. *Journal of economic behaviour*, 109.

Jèze, G. (1927). Le dogme de la volonté nationale et la technique politique . *Droit publique*, 165.

Kamleitner, B. (2012). Tax cmpliance of s,all business owners. *Journal of entrepreneurial*, 330-351.

Krichler, E. (2007). Why pay taxes? *review of tax compliance*.

Lewis, A. (1954). economic development with unlimited supplies of labour . *the manchester school of economic and social studies*.

Likhovski, A. (2017). Tax law and social norms in mandatory. 32.

Lwabimba, L. N. (2008). La problematique de la fiscalisation du secteur informel en RDC ;cas de la province du sud-Kivu. 4-8.

Mascagni, G., & Santoro, F. (2018). *Zhy is tax education important for compliance.* Brighton: ICTD.

Misra, R. (2004). The impact of taxpayer on tax compliance. 24.

Murphy, K. (2004). Agggressive tax planning . *Journal of economic psychology*, 162.

Musgrave. (1959). *Musgrave : The theory of public finance .*

Mwendelwa, W. (2017). Problematique de la mobilisation des recettes : cas de la DPMR Bukavu. 46.

Naylor, E. e. (1989).

NTA. (2016). Procedures of compliance.

OCDE. (2015). *Edufier une culture fiscale du civisme et de citoyeneté.* Paris: OCCDE.

OCDE. (2015). *Fiscalité des PME dans les pays de G20.*

O'nkol, M. F. (2006). La fraude fiscale en RDC. 35.

Oxfam. (2013). La fraude fiscale porte atteinte aux pays .

Phillipe, J. (2019). Un défi au reve d'émergence des économies africaines. *Etudes internatinales*, 146.

Placide. (2017). Faible répresentativité de la femme dans les institutions. *les Phares*.

Raess, P. (2007). Financer le developpement par la mobilisation des ressources locales. *Annuarie suisse de politique et developpement*, 227-245.

Journal officiel de la RDC.(2018). La part des impots et taxes

Charte des PME.(2009). Republique Democratique du Congo et les PME.

Rita, & Betty. (2018). Is tax education good or evil for boosting tax compliance ? *Asian economic journal*, 359-386.

Robrini, M. (2019). *le salarié Célibataire le rêve des entreprises.*

Sandmo, A. e. (1972). Income tax evasion. *Journal of public economics*.

Tilmes, P. (2017). *A la decouverte des femmes entreprneurs en RDC*.

Ugwu, J. (2014). The associaton of tax education and tax compliance. 14.

Contenu

EPIGRAPHE I
DEDICACE II
RESUME III
REMECIEMMENT IV
SIGLES ET ABREVIATIONS V
LISTE DES TABLEAUX VI
0. INTRODUCTION GENERALE 1
0.1. PROBLEMATIQUE 1
0.2. HYPOTHESES 3
0.3. OBJECTIFS DU TRAVAIL 4
0.4. CHOIX ET INTERET DU SUJET 4
0.5. DELIMITATION DU TRAVAIL 4
0.6. SUBDIVISION DU TRAVAIL 5
CHAPITRE PREMIER : REVUE DE LA LITTERATURE 6
I.1. DFINITION DES CONCEPTS 6
I.2. CADRE THEORIQUE 7
I.3. REVUE EMPIRIQUE 9
CHAPITRE DEUXIEME: METHODOLOGIE DE RECHERCHE 11
2.1. La population cible et détermination de l'échantillon 11
2.2. Collecte des données 12
2.3. Mesure des variables d'étude 12
2.4. Analyse et traitement des données 12
CHAPITRE TROISIEME : PRESENTATION, INTERPRETATION ET DISCUSSIONS DES RESULTATS 13
3.1. Caractéristiques des enquêtés 13
3.2. Analyse du niveau d'éducation fiscale 18
CONCLUSION 28
Références 30
ANNEXES 33

ANNEXES

QUESTIONNAIRE D'ENQUETE

Bonjour ! Je m'appelle **CIRHALWIRWA MUGISHO Thierry,** étudiant en G3 Economie à l'**U**niversité **O**fficielle de **B**ukavu. Dans le cadre de mon TFC, je mène une étude sur les déterminants de ***L'éducation fiscale et la conformité paiement des impôts et taxes cas des PME de la commune de kadutu ».*** Je sollicite ainsi votre collaboration en acceptant de répondre à ce questionnaire. Je vous garantis que les données que vous me fournirez seront utilisées uniquement à des fins académiques et seront traitées avec la confidentialité qu'elles méritent et vous remercie d'avance.

I. Informations sur l'enquêté

- Age : …… ans
- Sexe : Homme ○ Femme ○
- Etat civil : Célibataire ○ Marié ○ Autres○, à préciser…….
- Niveau d'étude : D4 ○ D6 ○ Gradué ○ Licencié ○ Master et plus○
- Fonction dans l'entreprise : Propriétaire ○ Employé ○
  Si Employé, à quel poste ? ……
  Ça fait combien de temps que vous travaillez dans cette entreprise ? R/……. ans
- Religion : Catholique ○ Protestant ○ Autres○, à préciser…….
- Numéro de téléphone : …… (ce numéro sera utilisé pour vérifier si les étudiants ont bel et bien fait l'enquête auprès de vous).

II. Informations sur l'entreprise (PME)

- Commune de Localisation : Bagira ○ Ibanda ○ Kadutu ○
- Secteur d'activité : ……
- Etes-vous enregistré au RCCM ? Oui ○ Non ○
- Ça fait combien de temps que votre entreprise opère à Bukavu ? R/…… ans
- Combien d'employés travaillent dans cette entreprise ? R/…….. (préciser le nombre)
- Forme juridique : Entreprise Individuelle ○ Entreprise Familiale ○ Société ○
- Le propriétaire est-il aussi le dirigeant (Gérant) de l'entreprise ? Oui ○ Non ○
- Quels sont les différents services de l'Etat qui vous font payer les impôts et taxes ?
  R/……
  ……

- Quels sont les différents impôts et taxes que ces services vous demandent de payer ?
  R/……
  ……
  ……

III. Items pour la conformité fiscale et ses déterminants

Répondez aux affirmations suivantes en précisant le degré auquel vous êtes en accord ou en désaccord ; en utilisant l'échelle suivante : ***(1) Totalement en désaccord ; (2) En désaccord ; (3) Quelque peu d'accord ; (4) D'accord et (5) Totalement d'accord.***

Code	**Items (Affirmations)**	**1**	**2**	**3**	**4**	**5**
CF1	Nous déclarons régulièrement nos impôts					
CF2	Nous payons toujours à temps tous nos impôts et taxes					
CF3	Les agents du fisc n'ont pas besoin de nous courir après pour que nous payions nos impôts					
CF4	Je crois que c'est une obligation morale de nous acquitter de nos impôts et taxes					
CF5	Nous payons nos impôts de bon cœur					
CF6	Nous n'avons jamais regretté d'avoir payé nos impôts et taxes					
CF7	Il y a certains impôts et taxes que nous avons décidé de ne jamais payer*					
ED1	Nous savons très bien pourquoi nous devons nous acquitter de nos obligations fiscales					
ED2	Nous sommes à mesure de calculer le montant de nos impôts nous-mêmes					
ED3	Nous sommes à mesure déclarer nos impôts sans l'aide d'une tierce personne					
ED4	Nous connaissons très bien toutes nos obligations fiscales					
ED5	Nous pouvons conseiller d'autres personnes en matière fiscale					
ED6	Nous participons souvent à différents programmes d'éducation en matière fiscale					
ED7	Nous investissons un peu de notre temps dans la compréhension des lois fiscales					

Nous vous remercions infiniment pour votre temps !!